

FICHE SYNTHÉTIQUE
DISCRIMINATIONS ET DROITS**PERCEPTION GLOBALE DE LA SITUATION DES
PERSONNES LGBTIQ+ AU LUXEMBOURG****Des avancées dans les grandes lignes, mais des
améliorations à apporter aux détails :**

Comparé à d'autres pays, le Luxembourg se situe plutôt bien. Cependant, les comparaisons avec d'autres pays sont vues comme contre-productives, car la situation dans chaque pays diffère. Un décalage est perçu entre le travail de revendication menée par les associations et les priorités politiques. Les personnes engagées auprès des communautés LGBTIQ+ voient des améliorations à apporter. Un exemple récurrent est le classement de l'ILGA Index, où l'avancée des droits des personnes LGBTIQ+ est stagnante depuis quelques années. Si des étapes importantes comme l'ouverture du mariage pour couples de même sexe sont atteintes, il n'en va pas de même pour les questions sur l'identité de genre, l'accès aux soins pour personnes trans ou l'interdiction des thérapies/pratiques de conversion. Certaines demandes provoquent beaucoup de discussions au niveau politique, laissant les personnes LGBTIQ+ dans des zones de non-droit.

Des difficultés au quotidien :

Le quotidien des personnes LGBTIQ+ reste empreint de désavantages juridiques et sociaux par rapport à la société hétérosexuelle. Les grands chantiers comme le PACS et l'ouverture du mariage sont estimés clôturés, mais leur mise en œuvre dans la pratique n'est pas pensée jusqu'au bout. Ainsi, maintes difficultés persistent dans la vie quotidienne, comme la non-reconnaissance automatique du co-parent, qui produit des contraintes administratives, juridiques et sociales pour les familles homoparentales. À côté de ces grands chantiers qui concernent surtout les gays et les lesbiennes, il y a une multitude de groupes et de sous-groupes qui composent la communauté LGBTIQ+ et qui vivent des difficultés au quotidien. Une analyse intersectionnelle à l'intérieur de la communauté LGBTIQ+ est importante, mais rarement appliquée.

Le privilège hétérosexuel :

L'échange avec des personnes cis-hétérosexuelles montre que celles-ci sont souvent aveugles aux difficultés rencontrées par les personnes LGBTIQ+. Certain·e·s vont jusqu'à demander ce que les queers veulent de plus, car en matière de droits iels ont « déjà tout » (PACS, mariage, adoption). Cette forme d'ignorance est aussi liée au fait que les personnes externes à la communauté LGBTIQ+ ne voient pas toutes ces choses qui n'avancent pas pour les queers. Elles retiennent les grandes avancées en termes de droits et ce qui est le plus médiatisé. En plus, elles prennent les droits pour acquis et ne voient pas que des droits peuvent être révoqués comme cela se passe dans d'autres pays.

Un besoin d'action dans différents domaines :

Plusieurs domaines ont été relevés comme comportant des manquements en termes d'égalité LGBTIQ+. **Le domaine de la santé** est marqué par les stéréotypes anti-gays et une attitude générale très conservatrice par rapport à la sexualité. Les personnes qui prennent les décisions aux niveaux institutionnels ont souvent des attitudes et des pratiques problématiques, elles jugent plutôt que d'offrir soutien et compréhension. Tel concerne, par exemple, les hommes qui ont des relations sexuelles avec d'autres hommes (HSH). Leurs pratiques sexuelles sont soumises à des représentations négatives quand il est question d'infections sexuellement transmissibles (IST) ou d'utilisation de moyens de protection. De manière générale, il y a cette impression qu'au niveau des politiques de santé, si on évite d'évoquer le sujet, il n'y a pas de problème.

Dans **le domaine de l'éducation**, la thématique LGBTIQ+ est quasi absente. Elle est abordée si l'enseignant·e décide de l'intégrer dans son programme de cours. L'IFEN propose des formations continues non-obligatoires sur la thématique de diversité sexuelle et de genre pour les enseignant·e·s,



mais ceux qui participent à ces formations sont ceux qui sont déjà sensibles à la thématique.

Dans **le domaine de l'emploi** les questions de Diversity, Equity & Inclusion (DEI) ne semblent pas importantes pour certain·e·s employeur·e·s et il n'existe pas de groupes internes qui s'occupent de ces questions. Même dans les emplois où des politiques de promotion de l'égalité existent, les questions LGBTIQ+ sont traitées de manière marginale. Les mesures sont très axées sur l'égalité femmes-hommes, comme s'il fallait récupérer le retard concernant la promotion des femmes dans le monde du travail. Cela donne l'impression que l'égalité femmes-hommes doit être traitée en priorité avant de s'occuper d'autres thématiques qui concernent l'inclusion et la diversité. Le quotidien au travail est marqué par un environnement cis-hétérosexuel qui ne donne pas l'impression que d'autres orientations sexuelles et identités de genre aient leur place. Certain·e·s collègues de travail vont se moquer des questions touchant à la diversité et d'autres vont même jusqu'à s'opposer à une ouverture sur ces questions. Ces opposant·e·s sont aussi des jeunes personnes.

Dans **le domaine de la petite enfance**, certains parents veillent au maintien des rôles traditionnels filles-garçons. L'exemple donné est celui d'une crèche municipale où les enfants se sont déguisé·e·s et un garçon a mis une robe de princesse. Le père s'est offusqué et s'est plaint auprès des responsables que ceci ne devrait plus arriver. Pour éviter les discussions, la direction a décidé de dissuader les garçons qui veulent porter des robes pour jouer. L'idée d'organiser une lecture avec Tatta Tom a été abandonnée par la suite. Il n'existe pas de lignes directrices pour les crèches pour savoir comment dialoguer avec les parents réticents.

**EXPÉRIENCES
PERSONNELLES****Des omissions au quotidien et dans les interactions :**

Même en étant out et en n'ayant pas de difficultés majeures, il n'est pas évident de vivre sa *queerness* à 100%. Cela dépend beaucoup du secteur dans lequel on travaille ou des interactions au quotidien. Bien qu'il n'y ait pas d'atteinte à la sécurité, la possibilité que cela puisse arriver constitue un facteur de méfiance. Les personnes queer vont scruter leur entourage avant de partager des éléments de leur vie, comme par exemple parler de sa vie de couple, de ses passe-temps dans des lieux queer, etc. Partager sa *queerness* avec les autres dépend du bon moment et peut parfois prendre plus de temps – temps pendant lequel on omet une partie de soi et où l'on se retient.

Acceptation sous conditions [hétéronormatives] :

L'acceptation de l'homosexualité par l'entourage semble accompagnée de conditions, ce qui équivaut plutôt à tolérer les personnes queer qu'à accepter intégralement la *queerness*. À titre d'exemple, lors de discussions entre collègues, les personnes cis-hétéros peuvent partager leurs expériences sexuelles et leur style de vie sans problème. Cela ne vaut en revanche pas pour les personnes homosexuelles à qui on va poser un cadre plus strict. Il ne s'agit pas de discriminations sur le plan légal, mais d'inégalités vécues au quotidien qui renforcent le sentiment de différence.

« Moi aussi je connais un gay » :

Ce sentiment d'être différent·e et de ne pas tout à fait appartenir au groupe se ressent aussi dans le contact avec des cis-hétéros ouvert·e·s et à priori bienveillant·e·s. Des phrases comme « dans ma famille aussi il y a un·e homo » ou « je connais des personnes comme toi » ne favorisent pas forcément plus d'ouverture de la part des personnes queer, mais au contraire, cela peut constituer un facteur d'inhibition. Les personnes queer ne veulent pas avoir le sentiment d'être traité·e·s différemment, que ce soit dans un contexte professionnel ou privé. Les personnes queer détectent aussi quand ce genre de phrases est utilisé pour légitimer des positions fermées de la part de personnes cis-hétéros, comme par exemple une posture contre l'utilisation d'un langage inclusif ou contre la diversité de genre.

Sentiment d'appréhension :

Les personnes queer ont une certaine appréhension pour effectuer des démarches courantes de la vie quotidienne. Pour certain·e·s il y a une sorte de malaise à renseigner son statut marital lorsqu'on effectue des démarches téléphoniques auprès d'administrations publiques et qu'on a une personne inconnue à l'autre bout du fil. Cette appréhension se retrouve aussi dans des interactions banales qui ne devraient pas susciter

plus de réflexion. Cependant, faire venir un·e artisan·e pour une réparation à son domicile où se trouvent des photos de son couple fait réfléchir, car on ne sait pas comment la personne pourrait réagir.

Aménagements dans l'espace public :

L'espace public n'est pas vu comme un danger en soi, mais il reste des zones, des quartiers et des moments de grande foule qui font augmenter la vigilance et apporter des aménagements aux façons de se montrer en public. Ces aménagements consistent, par exemple, à consciemment ne pas tenir la main de son partenaire en public à certains moments de la journée ou dans certaines zones. Ces aménagements sont une façon d'éviter une potentielle confrontation dans la rue. Souvent, il n'y a pas de confrontation directe, mais des personnes qui font des remarques ou des sons « beurk ; iiek » quand elles voient un couple d'hommes se tenir la main. Ces remarques ne sont pas toujours entendues par les personnes concernées, mais par d'autres personnes

qui les rapportent. Les remarques dépendent aussi du genre (couple de femmes, couple d'hommes) et du degré d'affection qu'on montre en public.

Stéréotypes de genre et homo-sexualité :

Les stéréotypes de la masculinité et de la féminité influencent les représentations de la société par rapport à l'homo-sexualité. Les insultes à destination des couples d'hommes diffèrent de celles à destination des couples de femmes, et dépendent aussi de qui les profère. Les couples de femmes sont sexualisés et reçoivent des remarques à caractère sexuel de la part d'hommes cis-hétéros qui expriment leur excitement. Ces mêmes hommes cis-hétéros vont exprimer leur dégoût en voyant un couple de gays. Les femmes cis-hétéros vont faire des remarques à l'encontre de couples gays et lesbiens qui expriment le rejet. Que ce soit les couples d'hommes ou de femmes, des remarques comme « qui fait l'homme ; qui fait la femme » ont déjà été entendues.

LE GOUVERNEMENT, UN ALLIÉ DE TAILLE ?

Dépassez les engagements symboliques :

Le gouvernement a signé des engagements et s'est doté d'instruments (plans d'actions, mesures législatives, convention de structures) pour garantir les droits et l'inclusion des personnes LGBTIQ+. Cependant, il n'est pas clair quels résultats concrets peuvent être espérés. Un exemple flagrant est le droit de la filiation. D'un côté on va mener des actions plutôt symboliques de célébration des familles arc-en-ciel pendant une journée dédiée. De l'autre, la loi sur la filiation est à la traîne depuis des années, et ce malgré les demandes persistantes de la communauté LGBTIQ+.

Un engagement continu nécessaire :

Les partis politiques et les politicien·es dépendent de leurs électeur·ices. Parfois cela donne l'impression que pour recueillir des voix auprès de toute la population, on va moins s'impliquer pour les droits LGBTIQ+, même si certain·es sont des allié·es de longue date. Cependant, parmi les électeur·ices il y a aussi des personnes LGBTIQ+ qui ont des attentes vis-à-vis de tels partis politiques et politicien·es. Par la suite, certaines personnes queer sont déçues de ne pas voir plus d'ardeur pour faire avancer les droits LGBTIQ+.

Être à l'écoute :

Les acteur·ices politiques (gouvernement, partis politiques, chambre des député·es) donnent l'impression de ne pas être systématiquement à l'écoute de la communauté LGBTIQ+ et de ne pas toujours comprendre l'urgence d'une revendication. Cela est justifié par des problèmes plus pressants (conflits internationaux, pandémies, crises financières, etc.) et la priorité sera donnée à d'autres causes.

« Mir si predestinéiert
fir eng negativ
Erfahrung ze maachen. »



« Wa mer net doriwwer
schwätzen, dann hunn
d'Leit och kee Sex. »

ATTENTES

Plus d'ambition et d'effort :

Le Luxembourg devrait être plus ambitieux concernant les droits LGBTIQ+ et avoir une attitude plus proactive. La charge ne peut uniquement incomber aux personnes LGBTIQ+, mais toute le monde et à tous les niveaux devrait fournir des efforts.

Favoriser le bénévolat :

Il faudrait rendre le bénévolat plus attractif et offrir plus d'avantages et de soutien aux bénévoles qui s'engagent sur la longue durée et qui investissent beaucoup d'heures. Valoriser l'engagement peut passer par un assouplissement des règles du congé culturel pour acteurs associatifs.

Une société civile plus soudée :

Les individus LGBTIQ+ devraient plus systématiquement se mêler des affaires courantes et ne pas uniquement se montrer lors de la Pride. Les associations et groupes LGBTIQ+ devraient travailler plus en réseau et minimiser leurs désaccords. Les associations non-LGBTIQ+ devraient plus soutenir les activistes queer dans leurs structures internes et s'engager plus ouvertement à côté des associations LGBTIQ+.



UTOPIES QUEER

« Plus de fêtes. Plus de lieux. Plus de choix. »

« Accorder plus de place à la *queerness*. »

Plus de financements :

Il faudrait plus de financements pour les projets LGBTIQ+ et les associations qui s'engagent.

La création davantage d'espaces queer :

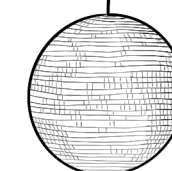
Il faudrait plus de lieux dédiés pour les personnes queer qui permettent de se rencontrer et qui offrent plus de possibilités en termes de logistique et d'espace. En même temps, il faudrait plus de *queerness* dans la société luxembourgeoise, qu'il y ait une conception (attitude) plus queer au Luxembourg. Cela concerne le monde du sport, les questions d'âge, en gros toutes les sphères sociales.

Un engagement politique au Luxembourg et au niveau de l'Europe :

Le gouvernement doit prendre au sérieux la radicalisation de la société et travailler à la rendre plus ouverte. Le gouvernement devrait s'engager pour les droits LGBTIQ+ au niveau de l'Europe.

Une consultation plus systématique des associations LGBTIQ+ :

Les associations LGBTIQ+ devraient être consultées régulièrement et pour tout dossier socio-politique qui pourrait avoir un impact sur les vies LGBTIQ+. Cela concerne les politiques et mesures qui touchent directement la communauté LGBTIQ+, mais aussi les thématiques qui ont un effet indirect sur les vies LGBTIQ+.



Cette fiche synthétique est un résumé structuré du focus group « Diskriminatiooun a Rechter » du 16 mars 2024.

Elle a été rédigée par Enrica Pianaro et Sandy Artuso, coordinatrices du Luxembourg LGBTIQ+ Panel. Mise en page et illustration par Marine Henry.

Cette recherche se base sur une méthodologie qualitative, notamment des focus groups.

Elle est réalisée avec le soutien du Ministère de l'Égalité des genres et de la Diversité et de l'Œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte.

Cette publication n'engage que les autrices.

©2025 LEQGF a.s.b.l